

## LA GENDARMERIE ROYALE

### LA NOUVELLE-ÉCOSSE—ARRESTATION PRÉ-SUMÉE D'UN POLICIER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert C. Coates (Cumberland):** J'aimerais poser une question, dont j'ai donné avis, au solliciteur général. Le ministre pourrait-il confirmer l'arrestation faite en Nouvelle-Écosse aujourd'hui d'un officier de la Gendarmerie royale et pourrait-il faire connaître à la Chambre les circonstances qui ont entraîné cette arrestation, ainsi que les chefs d'accusation, s'il y a lieu?

**M. l'Orateur:** Je doute vraiment si la question sans de plus amples détails est recevable. Même si le député a donné avis de la question, je ne crois pas que cela la rende nécessairement recevable par la présidence. Je demanderai donc au député de l'inscrire au *Feuilleton*.

**M. Coates:** Il s'agit d'une affaire grave et je crois que le solliciteur général est disposé à répondre à la question. J'estime qu'il serait utile qu'il le fasse.

**M. l'Orateur:** Je ne puis naturellement en juger que par la teneur de la question. Le député dit que c'est très urgent; je le croirai donc sur parole et permettrai au ministre de répondre.

**L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général):** Je remercie le député d'avoir bien voulu me donner avis de sa question. Tout ce que je puis dire c'est qu'une enquête est en cours. Au moment où je suis entré à la Chambre, j'ai été avisé qu'aucune accusation n'avait été portée. Il vaudrait peut-être mieux ne pas en dire davantage à ce moment.

**M. H. Russell MacEwan (Pictou):** Puis-je poser une question supplémentaire? Le ministre pourrait-il nous dire si cette arrestation a quelque rapport avec les trois vols à main armée qui ont eu lieu dans des banques du comté de Pictou au cours des neuf derniers mois?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LE VIETNAM—L'ACTIVITÉ D'UN COMITÉ D'AIDE CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Michael Starr (Ontario):** Je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il est clairement établi maintenant qu'une organisation canadienne a été formée pour venir en aide aux civils du Vietnam et qu'elle vient en aide uniquement au Vietnam du Nord, quelle est

[M. l'Orateur.]

l'attitude du gouvernement envers cette organisation et ses efforts?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Je ne crois pas que je puisse ajouter rien de plus à la réponse que j'ai donnée à une question semblable posée l'autre jour par le chef de l'opposition.

## LES FINANCES

### ALBERTA—PROJET DE REMBOURSEMENT DE L'IMPÔT SUR LES BIENS TRANSMIS PAR DÉCÈS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Eldon M. Woolliams (Bow-River):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Comme le premier ministre de l'Alberta a maintenant fait savoir, par voie de résolution ou d'avis public, qu'il remboursera aux citoyens de l'Alberta 75 p. 100 de l'impôt sur les biens transmis par décès, un accord est-il intervenu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement d'Alberta en vue de rembourser les 25 p. 100 qui restent, ou met-on présentement au point un accord à cet égard?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Non, monsieur l'Orateur.

## LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

### QUESTION INSCRITE AU «FEUILLETON»

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. A. D. Alkenbrack (Prince-Edward-Lennox):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Quand recevrai-je une réponse à la question n° 726 marquée d'un astérisque, qui concerne la sécurité pénitentiaire et qui est inscrite au *Feuilleton* depuis le 18 février?

**L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, je m'occuperai sans retard de la demande du député.

## QUESTION POSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. R. A. Bell (Carleton):** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au premier ministre s'il a eu l'occasion de prendre connaissance du discours que le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a prononcé hier soir devant l'*Ottawa Board of Trade*, et dans l'affirmative, si les déclarations et les menaces qu'il contient correspondent à la politique du gouvernement?

**M. l'Orateur:** Le député de Greenwood a la parole.

**L'hon. M. Bell:** Le premier ministre voudrait-il répondre à la question?